Bulletin d'informations
2001/2

Programme InFocus sur la Sécurité Socio-Economique

Pour une justice équitable - une sécurité élémentaire pour tous

Enquêtes sur la Sécurité des Personnes (PSS, People's Security Surveys)

Le travail de terrain effectué en Indonésie dans le cadre de l'enquête PSS est maintenant terminé et nous avons compilé les résultats préliminaires provenant des 3 200 foyers interrogés. Lorsque, dans le cadre de cette PSS, nous examinons les formes d'insécurité sociale et économique induites par la crise asiatique, nous évaluons également la pertinence et la portée des politiques gouvernementales et des aides institutionnelles, ainsi que les besoins et les aspirations des différentes catégories de travailleurs.

La conférence tripartite organisée au BIT du 27 au 29 novembre nous permettra de présenter ces résultats ainsi que les données provenant de neuf autres pays : Argentine, Bangladesh, Brésil, Chili, Hongrie, Inde (Gudjarat), Pakistan, Tanzanie et Ukraine. Nous espérons également être en mesure de présenter les résultats préliminaires des études de terrain menées en Chine, Ethiopie et Afrique du Sud.

Participation des familles: une personne interrogée répond aux questions de la PSS Indonésie. Dans tout le pays, des milliers de personnes ont manifesté un réel intérêt et ont vraiment collaboré. Nos enquêteurs ont passé des heures à écouter et enregistrer les récits de ces vies au travail, de ces stratégies mises en place pour réagir aux effets de la crise, et de ces comportements face aux politiques gouvernementales et à la justice sociale.

Evolution de « VoiceNet »

Ces derniers mois de l'année 2001 nous ont permis d'avancer dans la mise en place d'un réseau de correspondants dans les pays membres du BIT, et d'étoffer la base de données. VoiceNet repose sur un questionnaire SES très détaillé rempli par nos correspondants. Celui-ci retrace les formes de sécurité économique et sociale existant dans les pays membres. Durant cette période, plusieurs nouveaux correspondants sont entrés dans le réseau, et nous tenons à leur souhaiter, ici, la bienvenue. Jusqu'à présent, nous avons rassemblé des données en provenance de 90 pays différents.

D'autres pays d'Afrique ont également rejoint le réseau, et nous sommes heureux d'avoir reçu des informations de nos correspondants à Madagascar, à Maurice, en Algérie, au Zimbabwe, et d'avoir également reçu les premières informations d'autres pays.

Nous remercions tout particulièrement les bureaux locaux du BIT, qui nous ont facilité la tâche ou encore, y ont, en partenariat avec nous, activement collaboré. Nous exprimons à cet égard notre reconnaissance au bureau du BIT à Tokyo pour le travail qu'il a accompli, ainsi qu'au bureau du BIT à Kinshasa qui a pris en charge le Congo et la République Démocratique du Congo.

Ces derniers mois nous ont aussi permis de rédiger trois nouveaux «Profils par pays» pour la région du Caucase. Le Bureau régional du PNUD à Bratislava va d'ailleurs reprendre nos données, qu'il considère comme essentielles, pour rédiger son rapport sur la sécurité des personnes dans la région.

Enfin, toujours dans le cadre des activités VoiceNet, nous avons avancé dans l'évaluation préliminaire de différents organismes innovants de la société civile, qui ont mis en place des stratégies ayant pour objet de renforcer la sécurité des travailleurs. Nous avons terminé l'évaluation de VivaRio, et avançons dans notre travail sur le Nigeria e Egypte.

Voici qui devient plus compliqué …

Dans ce numéro:

- L'Appui de CILS 2
- Travail des auxiliaires de vie: à la recherche de la sécurité 3
- Triste dfixieme anniversaire pour l'Ukraine 3
- Initiative MISA 4

Evaluation des travailleurs employés à l'enregistrement dans les aéroports

D'après une étude pilote sur les risques encourus par les travailleurs de l'enregistrement dans les aéroports, ceux-ci sont largement exposés à des pathologies musculaires ainsi qu'à des manifestations, non négligeables, de violence de la part de passagers agressifs.

Avec l'aide de la Fédération Internationale des Travailleurs des Transports, le Programme a procédé, au Canada et en Suisse, à une étude sur les conséquences de l'automatisation des aéroports pour les travailleurs des aéroports. Celle-ci a prouvé que le personnel d'enregistrement est aussi exposé que les travailleurs manuels effectuant des tâches pénibles. Mais il est fréquent que ce personnel ne prenne conscience des risques encourus dans le cadre professionnel que lors de l'apparition de pathologies temporaires ou permanentes. Et si ces employés sont conscients de la violence que peuvent manifester certains clients agités, ils ne peuvent guère se protéger d'une agression en raison du manque de formation et de moyens de protection. Les résultats devraient servir de sonnette d'alarme pour les dirigeants.

La plupart des employés de l'enregistrement sont des femmes, et leur problème de santé le plus courant résulte du fait qu'elles soulèvent des bagages et restent longtemps immobiles.

D'après cette étude, 82,5% des employés ont été verbalement pris à parti par des clients, 17,4% ont été menacés, et 4,5% ont été agressés physiquement.

Ces employés soulèvent fréquemment des bagages dont le poids dépasse les 30kgs autorisés et il est bien rare qu'ils aient eu une formation spécifique pour apprendre à soulever manuellement de tels poids.

Cette étude est un instrument, reposant sur diverses preuves, qui pourrait servir dans le cadre d'une négociation collective. La Fédération Internationale des Transports va en diffuser les résultats à ses 570 affiliés répartis dans 132 pays, ce qui représente quelques 5 millions de travailleurs. Notre Spécialiste en Sécurité du Travail, Ellen Rosskam, a dirigé cette recherche en collaboration avec le Centre canadien pour la Santé et la Sécurité au Travail. Nous les en remercions.

Il y a tout juste quelques heures …

Réunion PSS Amérique latine

En vue de la conférence tripartite portant sur la première phase des enquêtes PSS, les principaux chercheurs qui collaborent aux enquêtes Amérique latine, effectuées en Argentine, au Brésil et au Chili, se sont réunis pour parler des premiers résultats. Le fait qu'ils aient tous les trois la même méthodologie et à peu près les mêmes questionnaires est un élément particulièrement positif.

Il s'est avéré, entre autres résultats, qui ont fait l'objet d'importants débats, que l'insécurité de l'emploi n'est pas, en soi, une forme grave d'insécurité. Il ressort au contraire, que l'insécurité des personnes est plus étroitement liée au manque de droits économiques et sociaux.

Un groupe d'éminents économistes français, qui travaillent sur la précarité et l'insécurité en France, a également participé au séminaire de deux jours. Edmond Preteceille et Helena Hirita, tous deux directeurs de recherche au CNRS, ont insisté sur le fait que l'idée de sécurité est relative, et que cet aspect relatif est un instrument conceptuel utile. Ils ont également résumé les conclusions découlant d'études françaises portant sur les questions traitées par les PSS.

Syndicats : le développement durable ne peut se faire en l'absence de sécurité économique

Se ralliant aux sept formes de sécurité basées sur le travail, qui sont celles du Programme, les syndicats ont, à l'occasion de la 9e réunion de la Commission des Nations Unies sur le Développement durable, organisée à New York, fait suffisamment pression pour que la sécurité des travailleurs figure au nombre des recommandations adressées au Sommet Mondial sur le Développement durable qui aura lieu en septembre 2002. Plus de 800 spécialistes ont participé à la réunion préparatoire de New York. Le spécialiste chargé, dans le cadre de notre Programme, de la sécurité au travail, y a également participé et a présenté les différentes possibilités permettant d'améliorer la sécurité sur le lieu de travail et celle du marché du travail.

Nous avons le plaisir de faire savoir que le projet de rapport pour le Sommet mondial « *Fashioning a New Deal* », projet rédigé par un groupe de travail de la CILS, de la CSC et des SPI, a accordé un rôle essentiel à notre approche, en sept volets, de la sécurité élémentaire et du travail décent, et déclare que c'est là la condition déterminante d'emplois durables et de la justice distributive.

L'opinion de l'Afrique

Une occasion, rare, pour les organisations non-gouvernementales spécialisées dans les questions de développement et de protection sociale, de se retrouver et de partager leurs expériences, mais aussi d'articuler la façon dont ces organismes informels conçoivent l'amélioration du sort des travailleurs, de leurs familles et de leurs communautés.

C'est là, à notre sens, l'objectif essentiel d'une conférence de trois jours qui rassemblera les organisations et syndicats locaux des 19 pays « les moins développés » d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Cette conférence se tiendra à Addis Abeba fin octobre.

Elle est organisée par le Programme en collaboration avec la CNUCED et le Centre Libret. Nous pensons qu'elle permettra d'évaluer jusqu'à quel point des organisations informelles sont entendues, et qu'elle permettra également, dans des circonstances économiques et sociales particulièrement difficiles, de renforcer la sécurité de représentation.

Association de la politique sociale

Le Directeur de notre Programme a été invité à prononcer le discours-programme de la conférence annuelle de l'Association britanique de la politique sociale, conférence organisée en juillet à Belfast. Son discours s'intitulait « Mondialisation : les huit crises de la protection sociale». D'éminents spécialistes des problèmes sociaux venus de tout le Royaume Uni, mais aussi de divers autres pays, ont participé à cette conférence.

Triste dixième anniversaire pour l'Ukraine

En août 2001, l'Ukraine célébrait le dixième anniversaire de son indépendance. En matière sociale, économique, ou si l'on songe au marché du travail, il y a peu à célébrer.

En Ukraine, les revenus ont plongé, des millions de travailleurs n'ont pas perçu leurs salaires, les retraités ont attendu en vain les faibles retraites auxquelles ils ont droit, bien des travailleurs, comme leurs familles, ont difficilement accès aux services de santé, et ce n'est pas mieux concernant l'école ou les possibilités de formation.

Ce sont, entre autres, les conclusions auxquelles ont mené l'enquête du Programme sur la sécurité des personnes (PSS) ainsi que la récente enquête effectuée en Ukraine sur la flexibilité de l'emploi et la sécurité. Ces résultats ont été présentés lors d'une conférence tripartite organisée à Kiev en collaboration avec le gouvernement et le PNUD. Environ 150 personnes y ont participé, dont de hauts responsables du Ministère des finances, du Ministère du travail, de l'Office gouvernemental de statistiques, des membres de la Douma (parlement), d'institutions financières internationales, des employeurs et des universitaires.

Les documents techniques sont disponibles sur demande. Chiffres en main, plus de 80% des Ukrainiens, non seulement ne disposent pas de revenus adéquats, mais prévoient de rester pauvres. Ils pensent que le taux de chômage serait en moyenne de 40%, ce qui est bien supérieur au chiffre officiel.

Diverses propositions ont été faites quant à la façon dont on pourrait améliorer les politiques gouvernementales qui ont des effets sur la sécurité sociale et économique. Il est certain que l'aide étrangère et l'assistance technique pourraient améliorer la situation et contenir l'augmentation rampante des inégalités, alors que d'après les données, le revenu moyen des particuliers tourne autour de $17 par mois. Rien d'étonnant à ce que l'espérance de vie ait fortement baissé.

La réalité ukrainienne. Pourrait mieux faire, beaucoup mieux ...

Travail des auxiliaires de vie: à la recherche de la sécurité

Un atelier très intense de trois jours, a été organisé pour discuter un ensemble de documents sur la façon d'officialiser, d'indemniser et de protéger les personnes effectuant les multiples activités qui sont celles des auxiliaires de vie. Des universitaires, des militants, des décideurs, sont venus du monde entier pour réfléchir sur la façon dont on devait considérer ce travail, dans les analyses statistiques, les analyses sur le travail et la main d'œuvre. Nous sommes globalement d'avis que le travail des auxiliaires de vie doit être considéré comme n'importe quelle autre forme de travail. Ce qui implique de donner à ceux qui le font, une sécurité de revenus ainsi que d'autres formes de protection sociale. Et qui implique aussi d'écouter ceux qui font ce travail et ceux qui en bénéficient.

L'atelier a réfléchi à la façon dont on pourrait améliorer la sécurité du revenu ainsi que la sécurité de représentation, en faisant appel à diverses initiatives politiques dans le monde, ainsi qu'à l'expérience de ceux qui ont travaillé avec les auxiliaires ou pour eux. On en a conclu qu'il était particulièrement important de s'inspirer de l'évolution de la politique ou des initiatives institutionnelles des pays industrialisés, ou Etats providence, mais aussi des pays en développement, où les structures familiales sont de plus en plus mises à l'épreuve.

Etant donné que, dans de nombreux pays du monde, la population vieillit, et que les gouvernements réorientent leurs politiques de protection sociale et de travail, on compte de plus en plus sur les personnes privées pour effectuer le travail d'auxiliaires de vie. Il semblerait qu'il y ait une carence de soins, les besoins augmentant, tandis que les formes traditionnelles de soins, prodigués en particulier par la famille, sont mises en question, et que l'on fait de plus en plus pression sur l'Etat pour qu'il comble le manque alors qu'il est dans une phase de recul de la protection sociale. De ce contexte, résultent quantités de problèmes qui ont été soulevés par les nombreux intervenants lors de l'atelier.

Le BIT publiera prochainement un ouvrage rassemblant les principaux documents techniques et recommandations politiques. Il s'intitulera ***Care Work : the Quest for Security***. On pourra se le procurer en s'adressant au service des Publications du BIT, ou au Programme.

Insécurité des revenus des travailleuses du Gudjarat

En Inde, dans l'Etat du Gudjarat, 84% des travailleurs interrogés dans le cadre de l'enquête PSS, ont répondu que leurs revenus « étaient moins qu'adéquats » pour assurer les dépenses courantes.

Les personnes les plus conscientes de cette inadéquation sont les travailleuses membres de l'Association des travailleuses indépendantes (Self *Employed Women's Association* - SEWA). Ceci s'explique du fait que SEWA s'adresse aux femmes travaillant dans des activités « informelles » à faibles revenus. Pour l'instant, deux analyses détaillées portant sur la PSS du Gudjarat ont été terminées. Elles seront présentées lors de la conférence organisées par le BIT en novembre.

Démarrage d'un programme de travail en Tanzanie et en Ethiopie

L'IFP/SES étend son travail en Afrique avec le démarrage d'un programme complet en Tanzanie. Nous procédons, en collaboration avec la Fondation pour la recherche économique et sociale (*Economic and Social Research Fondation*, ESRF), à une enquête sur la flexibilité et la sécurité du travail et, en collaboration avec l'Institut de Recherche, pour réduction de la pauvreté (*Research Institute on a Poverty Alleviation*, REPOA) nous menons une PSS. Le Programme travaille également avec l'Institut d'Etudes sur le Développement de l'Université de Dar-es-Salam, qui procède à deux études ciblées, et fait fonction de correspondant pour le questionnaire de la base de données SES – via une association avec le Bureau Central des Statistiques.

Une PSS a également commencé en Ethiopie. Elle est menée par nos institutions partenaires, le Centre de Recherches Miz-Hasab, et le Forum d'Etudes Sociales, toutes deux basées à Addis Abeba. Le Forum d'Etudes Sociales est notre correspondant pour la base de données SES.

Assemblée générale de l'AISS

Le Programme a contribué à l'Assemblée générale de l'Association Internationale de la Sécurité Sociale tenue en septembre à Stockholm et à laquelle ont participé plus de 1000 membres de l'AISS. Le directeur a fait office de président lors d'un important débat sur la privatisation de la sécurité sociale. Il a également participé à un débat sur les possibilités « d'extension de la couverture de sécurité sociale».

Initiative MISA

En collaboration avec la CNUCED, et fortement soutenu par son Secrétaire général, Ruben Ricupero, le Programme a soumis une proposition politique à la Troisième Conférence de la CNUCED sur les Pays les Moins Développés. Cette conférence a eu lieu au début de l'année à Bruxelles. Intitulée MISA (*Minimum Income with School Attendance*, versement d'un revenu minimum soumis à la scolarisation), l'idée consiste à verser des revenus aux familles pauvres, dont les enfants se rendent régulièrement à l'école. Comme le prouvent nos évaluations, ce type de régime a été couronné de succès au Brésil et au Mexique : la pauvreté diminue, les enfants vont plus régulièrement à l'école, ont de meilleurs résultats, sont employés moins souvent alors que les femmes le sont plus. Il reste maintenant à savoir si ce régime pourrait être un instrument de protection sociale et améliorer la sécurité économique dans les pays d'Afrique.

Un groupe de travail commun SES/CNUCED s'est réuni. Il était constitué d'éminents spécialistes des questions sociales justifiant de nombreuses années d'expérience appliquée. Il ont rédigé un rapport dans lequel ils envisagent les différents scénarios possibles. Ils en passent en revue les avantages et inconvénients potentiels, ou encore les difficultés que susciterait, en Afrique, la concrétisation de ces régimes ayant pour but de résorber la pauvreté des familles et d'encourager l'éducation.

La conclusion du groupe de travail a été claire *«Les programmes MISA permettent d'encourager les opportunités économiques, de réduire la pauvreté et, simultanément, d'améliorer la sécurité et la dignité des foyers souffrant de la pauvreté. En tant que tels, ils constituent une approche efficace et innovante qui peut être intégrée aux stratégies de réduction de la pauvreté»*.

Le groupe de travail a recommandé la mise en place de projets pilote dans un certain nombre de pays africains parmi les moins développés, et espère que l'on trouvera les donateurs des fonds nécessaires. Le gouvernement du Mozambique a déjà fait savoir qu'il souhaitait lancer un projet pilote dans son pays.

Inégalités et insécurités extrêmes

Lors d'un séminaire organisé en septembre, une étude demandée par le programme, et portant sur les récentes tendances de la répartition des revenus et de l'insécurité économique, a montré que des mesures orthodoxes d'inégalité, comme le coefficient de Gini, minimisent l'aggravation des inégalités et le développement des marchés « où les gagnants ramassent tout », et où une petite majorité de personnes détient, comme c'est le cas dans de nombreux pays, un pourcentage toujours plus important du revenu national. Les conclusions statistiques figureront dans le Rapport Mondial du Programme qui sera terminé début 2002.

Libéralisation et crédit pour les pauvres

D'après une étude détaillée effectuée pour le Programme, la libéralisation du secteur bancaire en Inde semble avoir aggravé l'insécurité du revenu des habitants pauvres des campagnes. En retraçant ce qu'il est advenu des gens sans terres et des propriétaires terriens depuis la libéralisation de 1991, cette étude prouve de façon patente que l'une des conséquences, c'est que les banques ont accordé beaucoup plus de crédits aux personnes ne présentant guère de risques, c'est-à-dire les plus riches. Les inégalités de revenus et de richesse se sont donc accentuées, tandis que les pauvres étaient privés de crédit à la consommation.

Site Internet et bulletin IFP, maintenant en trois langues

On peut désormais consulter le site Internet IFP/SES en anglais, français et espagnol.

Notre bulletin est également rédigé en français et en espagnol (on le charge sur le site IFP/SES).

Pour toute information complémentaire, nous vous remercions de vous adresser au secrétariat du Programme.

Séminaires IFP/SES

1. **Septembre 12**: Anna Ricciardi, "Promoting Security for Workers with Disabilities".
2. **Septembre 19**: Gabriel Palma, "Extreme Inequality and Insecurity: The Latin American Story"
3. **Octobre 18**: Guy Standing, "Globalisation: The 8 Crises of Social Protection"
4. **Novembre 22**: Ravi Kanbur, "Labour standards and work security in development thinking"

Publications

Documents SES

- "Worker Insecurities in the Ukrainian Industry: The 2000 ULFS" ,by Guy Standing and László Zsoldos.
- "Workfare Programmes in Brazil: An Evaluation of Their Performance", by Sonia Rocha.
- "Applying Minimum Income Programmes in Brazil: Two Case Studies", by Sonia Rocha.
- "Assessing Local Minimum Income Programmes in Brazil", by Lena Lavinas, Octavio Tourinho and Maria Lígia Barbosa.
- "Concealed Unemployment in Ukrainian Industry: A Statistical Analysis", by Maria Jeria Caceres
- "Coping with Insecurity: The Ukrainian People's Security Survey", by Guy Standing and László Zsoldos

Autres

- "Minimum Income for School Attendance (MISA) Initiative", by ILO/UNCTAD Advisory Group.

InFocus Programme sur la Sécurité Economique-Sociale

Téléphone: **(+41 22)799 6455** **http://www.ilo.org/ses**
799 8893 **ses@ilo.org**
799 7326
Telefax: **799 7123**

International Labour Office, Route des Morillons 4, Geneva, CH-1211, Switzerland